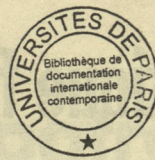


le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
16 au 22 décembre 1999



10 FF
1,52 €

Charité pour les pauvres... Tranquillité pour les riches?

AL'OCCASION DES FÊTES DE Noël, Martine Aubry a revêtu l'habit des bonnes dames patronnesses qui aiment se montrer en train de faire l'aumône aux pauvres, en particulier pour les fêtes religieuses. Mais le gâteau que devront se partager les plus démunis leur semblera sans doute bien frugal au regard de la manne boursière dont auront bénéficié les possédants cette année.

Des miettes pour les pauvres

Les chômeurs qui réclament l'obtention d'une prime de Noël de trois mille francs pour fêter un nouveau millénaire

verront leur dette fiscale effacée. On ne voit donc rien poindre à l'horizon qui puisse réellement redonner l'espoir d'une justice sociale. Et lorsque Martine Aubry annonce une revalorisation des minima sociaux en janvier 2000, il s'agira d'un pécule de 50 F par mois, pas vraiment de quoi faire des projets donc.

Le patronat qui fustige la politique d'assistantat du gouvernement devrait se sentir rassuré, les Rmistes ne sont pas en passe de trop prendre goût à leur situation.

Quant à la CMU (couverture maladie universelle), qui fait passer la gestion des soins aux plus démunis des départements aux Caisses primaires d'assurance maladie, son accès restera fermé aux sans-papiers, qui eux sont gérés par une

3 500F par mois (allocations comprises, pour une personne seule). Alors que dire à présent de la prétendue baisse du chômage?

Assez de charité !

Pour tous ceux qui sont victimes des suppressions d'emplois, jetés dehors par les tueurs de coûts, il ne restera bientôt plus que les ONG vers qui se retourner. L'État s'en félicite puisqu'il peut ainsi faire des économies tout en apaisant les volontés de changement.

Les grand-messes, style « restos du cœur », qui permettent aux pauvres d'aider ceux qui le sont un peu plus, ont un bel avenir devant elles. Finie la banalisation et le financement automatiques des soins, on devra désormais passer par les shows télévisés pour obtenir des fonds. Et là encore, c'est la rentabilité qui impose des choix. Mieux vaut sans doute sponsoriser les recherches sur des maladies graves, infantiles et spectaculaires pour avoir de l'audience. Pourquoi les maladies génétiques? Peut-être aussi un peu pour faire oublier d'autres recherches dans ce domaine qui ne font pas l'unanimité.

Les patrons qui ne délaissent aucun nouveau marché sont bien présents, prêts à faire des profits au nom de la réinsertion en payant à coup de bâtons ceux qui n'ont pas d'autres choix. Ils peuvent à loisir faire l'éloge du bénévolat et se retrouver jugés pour malversations financières, comme Crozemarie qui faisait du fric sur le dos des cancéreux. Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes puisque même la misère fait aujourd'hui l'objet d'un commerce très lucratif.

Pourtant il est important d'observer que les cas de refus de la charité publique sont de plus en plus fréquents, notamment certains allocataires du RMI ne le reçoivent pas parce qu'ils se refusent à accepter les contraintes qu'on veut leur imposer en échange, et préfèrent encore mendier dans la rue.

Vers un combat solidaire

On comprendra la difficulté pour les individus de s'adapter à la société qu'on nous fabrique actuellement. Surexploités ou à la merci d'allocations de survie, c'est toute la capacité des salariés à se projeter dans l'avenir qui est remise en cause. Comment construire son existence, faire des projets, dans de telles conditions?

Hors des lieux de travail il est souvent difficile de développer des liens sociaux, a fortiori pour s'organi- ●●● page 8

Attention : Le Monde libertaire hebdo ne paraît pas
- exceptionnellement - le jeudi 23 décembre

Le Monde libertaire hors série

en kiosque du 16 décembre au 10 février 2000

Au sommaire :

- Jubilé : 2000 raisons de gâcher leur fête
- Homosexuels sans foi ni PACS • Contre le sexisme, pour la révolution • La ville est à nous !
- Autogérons les services publics • 35 heures : les masques tombent • Les effets de la mondialisation • Union européenne : le big brother financier • La fièvre du tout sécuritaire
- Français, Algériens : croisons nos mémoires
- Makhno l'indomptable

EDITORIAL

Réunis à Helsinki, en Finlande, les chefs d'État et de gouvernement des quinze pays membres de l'Union ont entériné les nouvelles étapes de la construction européenne. Avec la mise en place des instruments d'une politique de défense autonome, un pas de plus a été fait le week-end dernier dans la mise en place d'une Europe militaire. D'ici 2003, un état-major européen s'appuyant sur un corps d'armée de 60 000 soldats verra le jour.

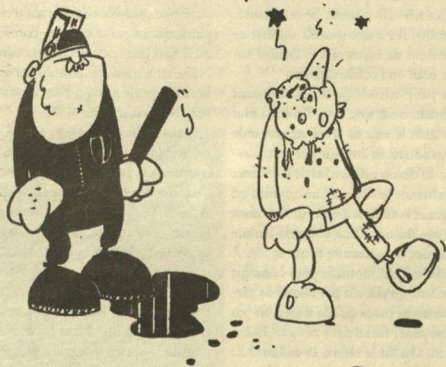
Dès l'origine, l'Europe a été présentée comme la garantie de rapprochement entre les peuples. Ce n'est évidemment que poudre aux yeux, artifices et mensonges destinés à se mettre dans la poche une population meurtrie par deux guerres mondiales. La première pierre de l'unification européenne fut en effet de nature militaire : création de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) en 1948 et intégration à l'OTAN dès 1950. L'engrenage d'une construction européenne militaire était lancé.

Depuis, rien n'a arrêté ce long et patient processus. Ce sommet, après le traité d'Amsterdam (juin 1997) qui réaffirme la volonté exprimée à Maastricht de la définition progressive d'une défense commune, participe à la mise sur pied d'une véritable armée européenne. La France en est l'un des plus ardents défenseurs. Les élites savent très bien que toute superpuissance se doit de posséder une force politico-militaire conséquente en plus d'un pouvoir économique considérable. À terme, l'Europe voudrait se débarrasser de la tutelle hégémonique des États-Unis. La manipulation idéologique, à coups de discours enflammés des politiciens repris par les médias, consiste alors à nous faire gober que la fin du chaos sur la planète passerait par un rééquilibrage des puissances au niveau international.

Ainsi, pour eux, l'armée servirait à maintenir la paix. En réalité, il s'agit de la paix sociale. Contrôler, surveiller, punir et réprimer, telles sont effectivement les missions assignées aux armées. Quand la construction européenne rime avec dégradation généralisée de nos conditions de vie, il n'est pas étonnant que la bourgeoisie se dote aussi d'instruments destinés à affronter les futures révoltes de demain. Assurément, celles-ci ne manqueront pas !

MANIF DES CHÔMEURS

ET LES
URGENCES QUI
SONT EN GRÈVE !



dont on a tout fait pour qu'ils s'en sentent exclus, n'obtiendront pas satisfaction. Ils devront se contenter des mille francs octroyés par la ministre. Quant à ceux qui sont au bord du gouffre, ils

autre caisse. Cette différenciation des démarches permettra au besoin un fichage renforcé des immigrés en situation irrégulière. Et surtout l'état veut éviter à tout prix de voir se développer des solidarités susceptibles de lui mettre des bâtons dans les roues.

À l'occasion du lancement de la CMU on aura quand même appris par le gouvernement qui aime se faire mousser quand il fait du social, que cette mesure touche six millions de personnes qui vivent avec moins de

ISSN 0026-9433 - N° 1185

M 2137 - 1185 - 10,00 F



FOP 2520

Politique familiale et contrôle social des femmes

DEPUIS LONGTEMPS, LES anarchistes se proclament pour la destruction de la famille, telle qu'elle existe dans nos sociétés. En effet, cette cellule de base des sociétés capitalistes est un des piliers qui assurent la transmission des normes sociales et l'apprentissage des rôles. Elle sert aussi à assurer certaines fonctions de base : Le logement, la nourriture, le transport sont financièrement assurés par les parents. Jusqu'à encore peu de temps, les personnes âgées étaient prises en charge entièrement par leurs enfants. Ainsi, tous les discours sur ces parents irresponsables à qui on coupe les allocations dès que le petit fait une connerie, n'est rien de moins qu'une politique si souvent répétée de bouc émissaire, visant à mettre aux oubliettes tous les facteurs socio-économiques, et d'éviter du même coup toute remise en cause du fonctionnement social.

Des stéréotypes qui tiennent bon

Dans ce contexte, il est donc très important de développer une politique familiale conséquente. C'est si pratique, la famille ! En France, on recense plus de 950000 familles adhérentes à 8500 associations familiales réparties dans 99 unions départementales qui forment l'UNAF (union nationale des associations familiales). Toutes ces associations sont pour la plupart largement à droite et sont représentées dans une multitude d'organismes influents sur de nombreux aspects de la vie sociale comme la caisse nationale d'assurance maladie, le conseil national de l'habitat, le conseil national des populations immigrées, le conseil scientifique de l'INED(1)... Ainsi soutenue, la famille nucléaire traditionnelle risque donc de durer un moment, malgré les efforts des parents gays et lesbiens pour se faire reconnaître, et malgré l'augmentation du nombre de famille monoparentale.

Il serait trop long d'aborder ici toutes les possibilités qui s'offrent à ces diverses

associations, mais il est important de bien prendre en compte l'impact de cette politique familialiste qui ne veut promouvoir que des liens de sang, sans hésiter à sombrer dans l'absurde, et qui joue ainsi avec la santé tant physique que mentale de milliers d'individus. L'objectif est de conserver les liens entre l'enfant et ses géniteurs quoi qu'il arrive.

Les adultes comme les enfants sont victimes de ce système qui assure la reproduction de rôles sociaux sexués : la femme, c'est la mère, douce, maternelle, prête à tout pour ses enfants, l'homme est le protecteur contre l'extérieur, qui doit assumer la subsistance du groupe. Ces schémas, que l'on pourrait penser un peu révolus, sont utilisés par une institution qui a toujours eu comme raison d'être la conservation du système : la justice.

Si on prend le domaine de l'enfance maltraitée, on assiste à des situations délirantes. Par exemple, pour ne pas déstabiliser le cadre familial, des enfants victimes de sévices corporels et/ou sexuels sont laissés avec leur bourreau, malgré les signalements aux autorités. En cas de séparation des parents, l'enfant doit revoir son parent agresseur, qui conserve un droit de visite. Pour comparer, c'est un peu comme si une femme violée devait passer tous ses dimanches avec son agresseur.

Le système judiciaire, garant de l'oppression

D'après un rapport du VIF(2), les femmes qui veulent défendre leurs enfants contre celui qui est souvent leur ancien conjoint (90 % des agresseurs sont des hommes, souvent le père) se retrouvent dans des situations inextricables. La parole de l'enfant n'est jamais prise en compte, et celle de la mère toujours mise en doute : 2 % d'agresseurs condamnés, 51 % de dossiers classés sans suite... Les preuves amenées par la mère sont toujours sujettes à caution, avec l'idée qu'elle veut conserver ses enfants rien que pour elle, et en veut à

son ancien conjoint : Ah, la femme jalouse et possessive ! L'homme peut sortir des rapports de psychiatres ayant rencontré la mère une fois ou dix minutes parfois, qui seront versés au dossier. Ceux-là valent leur pesant de merde. Citons : « Mes observations concernant la mère d'O. tiennent en quelques mots : névrose hystérique ». « Il s'agit d'un fantasme de séduction sexuelle toujours caractéristiques d'une structure féminine hystérique. »

Mais le plus beau, la meilleure défense étant l'attaque, beaucoup d'hommes se retournent contre leur ancienne compagne pour dénonciation calomnieuse, quand elle n'est pas mise en examen pour non-présentation de l'enfant. Cela se comprend quand on sait que souvent les enfants subissent de nouveaux sévices lors de leur rencontre avec leur père. Dans le cas de poursuites engagées par le père (20 % des cas), 1/3 des femmes sont condamnées, voir incarcérées, ce qui entraîne la garde de l'enfant par le parent agresseur.

Il arrive aussi que la mère ne se sépare pas de son conjoint violent. Elle refuse donc, d'après les juges, de répondre à son rôle primordial de mère, pour privilégier le rôle de compagne. Elle sera condamnée ! Peu importe qu'elle ait vécu terrorisée par un homme violent, qu'elle se soit retrouvée seule devant une situation qui la dépasse ! Pour la justice, elle a tort ! Ne parlons pas dans ces conditions de mères agresseuses ! Pas de circonstances atténuantes pour ses femmes qui n'ont pas pu, pas su assumer ce qu'on attendait d'elles.

Pour illustrer ces propos, revenons sur deux exemples, dont l'un a défrayé la chronique :

Tout d'abord, le cas u petit Johnny. Sa mère, pendant son enfance, était violée à de multiples reprises par son oncle, qu'elle prenait pour son père, devant ses demi-frères et sœurs. Battue à coup de casseroles, maltraitée, la justice interviendra à plusieurs reprises, car l'homme récitera. Lors de son jugement, pour avoir reproduit sur son fils une partie des sévices qu'elle avait subis, aucune circonstance atténuante ne fut retenue. Elle a été condamnée à 15 ans de prison, plus que ce que demandait l'avocat général. Son compagnon a eu deux ans, pour être resté passif devant les événements. Jolie manière d'aider les gens !

Autre lieu, autres personnes. Une femme a assisté, terrorisée, au meurtre précédé de torture de son fils de 20 mois par son compagnon, en état de manque. L'homme était armé d'un couteau, ses deux autres filles étaient présentes, aussi a-t-elle eu trop peur de les laisser pour aller chercher de l'aide. Il sera condamné à 30 ans, moins que ce qui était demandé, car il a eu des circonstances atténuantes. Quant à elle, elle écoperà de 5 ans, pour non-assistance à personne en danger. Il lui sera reproché son hygiène, la tenue de sa maison, le fait qu'elle laisse ses enfants à la halte-garde, et même la sincérité de son attachement à ses enfants. Rien de cela n'est

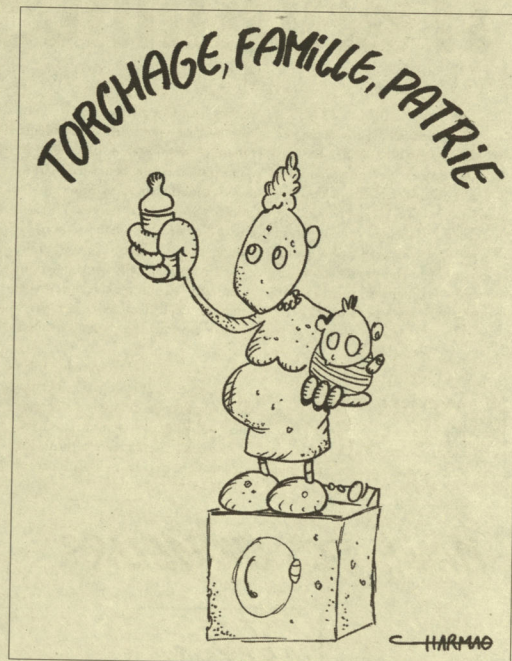
reproché à son ancien compagnon, qui vivait pourtant sous le même toit.

La maternité : le libre choix interdit

Ne nous trompons pas, il n'est pas plus excusable pour un homme ou pour une femme de battre ses enfants, et quel que soit le parent agresseur, celui-ci a plus besoin d'aide que de prison. Mais pourquoi, dans le cadre des violences familiales, l'institution judiciaire enfonce-t-elle systématiquement les femmes, quand elle tend la perche aux hommes, sinon pour leur rappeler qu'elles sont des mères avant tout, à par-

quoi refuse-t-on aux homosexuels le droit d'avoir des enfants ? Cela remet bien trop de choses en cause dans un cadre, qui pourtant commence à se fissurer un peu partout. Mais n'attendons pas trop d'un régime de domination. Nous aurons au mieux des autorisations, le libre choix des individus se plie mal aux besoins du capitalisme.

Car changer la famille, c'est changer beaucoup de choses. C'est aussi bien multiplier les crèches et les haltes-gardiennes, qu'arrêter les discours culpabilisants pour les femmes qui y laissent leurs enfants. C'est aussi reconnaître l'existence des individus en dehors de leur charge parentale. Ce n'est pas parce



tir du jour où elles ont décidé de garder leur enfant. Dans notre société, la femme, en tant qu'individu, disparaît le jour où elle choisit la maternité. Pourtant, il y a une grande différence entre désir de maternité et désir d'enfants, mais on l'oublie souvent.

La proposition de loi concernant l'accouchement sous X va d'ailleurs tout à fait dans le sens de la conservation de la reproduction comme accomplissement du devoir primordial de la femme. En refusant le droit à l'anonymat en obligeant la femme à inscrire son nom dans son dossier, l'Etat oblige la femme à assumer sa maternité toute sa vie. À n'importe quel moment peut ressurgir un enfant qu'elle n'a pas choisi de garder, souvent parce qu'elle n'en avait pas les moyens, financiers ou psychologiques. Où est le choix, là dedans ? Et pourquoi ne demande-t-on pas ses coordonnées au générateur donateur de spermatozoïdes ?

L'enfant aura beau être adopté, il faut qu'il puisse retrouver sa mère biologique, qui est sa vraie mère, plus que celle qui aura choisi de l'élever. La femme doit donc payer toute sa vie le prix d'un choix sans doute plus que difficile. La famille, c'est les liens du sang devant les liens de l'amour, c'est des rôles figés, rigides, car chacun doit être étiqueté et bien rangé pour que la société fonctionne. Pour-

qu'on met un enfant au monde qu'il nous appartient, ce n'est pas parce qu'on est une mère que l'on doit passer le plus de temps possible au foyer, ce n'est pas parce qu'un enfant fait de conneries, qu'il faut jeter des pierres aux parents. Notre éducation, nous la faisons dans la famille, mais aussi à l'école, dans la rue... dans la société.

Aussi la famille n'évoluera-t-elle pas seule. Vouloir réformer la famille, sans toucher à la société qu'elle maintient, c'est faire un pas en avant, pour quatre en arrière. Le fameux Travail, Famille, Patrie, nous est trop souvent resservi sous une forme ou une autre, actuellement ce serait : Flexibilité, Famille, Citoyenneté, pour qu'on n'y mette pas définitivement fin. Si nous voulons changer la famille, il faut la voir dans sa globalité, en tant qu'un des rouages qui fait marcher le système et appréhender la société dans son ensemble. C'est à cette seule condition que la liberté de chacun pourra s'épanouir dans un cadre collectif.

Gaëlle. - groupe Durruti (Lyon)

- (1) Institut National d'Etudes Démographiques
- (2) Viol Information Femme. Rapport paru en juin 1999 avec le collectif féministe contre le viol et la délégation régionale aux droits de femmes d'Ile-de-France : Agressions sexuelles dans un contexte de séparation des parents ; Denis de justice ?

abonnez-vous!

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublert
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Les Informations dieppaises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

Entreprises citoyennes

La morale au secours des patrons

IL Y A LONGTEMPS QUE l'expression « entreprise citoyenne » traîne dans les discours de nos dirigeants, mais peu de monde a une idée claire de ce que signifient et impliquent ces termes. Pour les libéraux, ce rôle social est à intégrer dans l'arbitrage coûts/bénéfices du dirigeant de l'entreprise, c'est à dire que « faire du social » dans l'entreprise représente un investissement comme un autre. Pour les autres, et notamment les gaullistes, les CFDTistes et les socialistes actuels, le phénomène qui rend les entrepreneurs philanthropiques est un changement de démarche de ces derniers, rompant l'opposition entre les acteurs sociaux traditionnels et les soi-disant acteurs de l'économie. Que signifient alors ces discours sur l'entreprise et son rôle social face aux ravages du capitalisme? Deux choses : la première, que le Problème Social n'est pas un problème de morale, et que les patrons peuvent donc avoir des états d'âme, sans que cela ne change en rien les fondements de la misère ; la seconde, c'est que les démarches des entreprises citoyennes sont entachées d'un oubli majeur, celui du conflit inhérent au salariat et au besoin d'égalité économique qu'il produit. L'entreprise citoyenne devient donc, sans statut précis ni base en droit, au mieux un triste argument de marketing, au pire une tarte à la crème du même goût « catho-de-gauche » que le développement durable, les discours sur le productivisme, et les analyses sur l'exclusion.

Le problème social n'est pas un problème moral

La morale n'est pas toujours étrangère aux préoccupations des patrons. Et il arrive parfois que l'entreprise citoyenne témoigne des efforts faits par les dirigeants de notre société pour pallier aux problèmes que la pauvreté, la détresse sociale leur posent. Il n'y a pas si longtemps, jusqu'à l'entre-deux-guerres ces préoccupations s'exprimaient par le paternalisme. L'État providence, la crise ont brouillé les cartes entre les

missions des acteurs sociaux et celles des entreprises, les uns créant des entreprises pour insérer, les autres se préoccupant de leur environnement social, local et économique. L'exemple des entreprises d'insertion et de leur essor est quelque chose d'impressionnant, en 1994 elles employaient 5 000 salariés et 15 000 personnes dites « en difficulté ». Ces entreprises, même si elles ont un rôle social, contribuent à pérenniser l'illusion qu'il y a un manque de formation chez les chômeurs, et ceci permet d'embaucher à bas coûts. Toute une partie de la population salariée se retrouve donc enfermée dans la crise, et considérant le salariat normal comme un luxe.

De quelque chose qui aurait pu nuire à son image, les dirigeants ont décidé d'en faire un atout et d'investir, en moyens et en salariés sur le quartier : des cadres y ont été détachés pour faire du soutien scolaire, des projets d'investissement ont été réalisés avec la collaboration du comité de quartier, avec le centre social etc. Mais au bout de quelques temps le discours a craqué sous la pression interne, et la section CFDT en est arrivée à publier dans une brochure intitulée « La CFDT et l'entreprise citoyenne » une dénonciation virulente du bourrage de crâne, des pressions sur le personnel et la mainmise sur le quartier par l'entreprise. Et les auteurs de la brochure faisaient le calcul qu'en

groupes vis à vis de l'intérieur de l'entreprise (les actionnaires, et dans une moindre mesure les salariés) et de l'extérieur (les clients). Pour l'expérience de Ben & Jerry's Homemade, les choses sont encore plus claires car là des chiffres précis sont donnés L'entreprise de collecte d'épargne américaine consacre 7,5% de ses bénéfices à des activités philanthropiques « vis à vis de ses salariés et vis à vis de la collectivité toute entière ». D'après ses dirigeants elle y trouve un bénéfice en termes de marketing.

Le discours de la citoyenneté d'entreprise et les rapports de pouvoirs

Avec ces deux cas, on a affaire à des entreprises dont les dirigeants évaluent leur contribution et leur participation comme ils intègrent les normes d'environnement ou les normes de qualités. Il est donc certain que si l'entreprise se retrouvait en difficulté financière à cause de ces démarches « citoyennes », elle verrait les actionnaires remonter immédiatement sa direction. L'entreprise citoyenne n'est qu'un discours, parce qu'il est moral mais comme tout discours il masque des rapports de force et leur évolution dans l'entreprise.

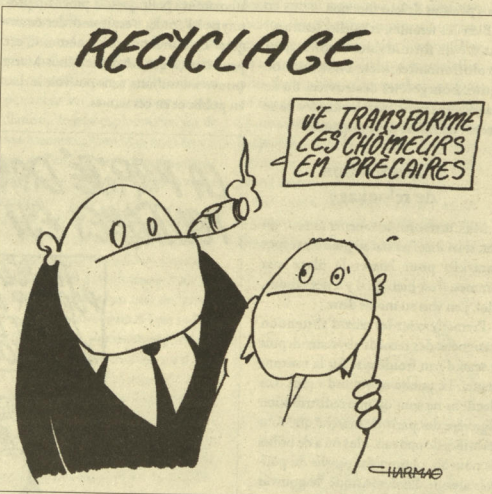
Ce discours est apparu en France chez deux présidents du CNPF, Y Gattaz et J Gandois. Leur but était d'après eux de réhabiliter l'entreprise dans la société. La théorie du gouvernement d'entreprise a conduit à une évolution du pouvoir dans les groupes capitalistes. Il faut intégrer l'objectif citoyen de l'entreprise au même titre que les normes de qualité, les coûts salariaux, l'équipement de l'usine, la pollution ou la situation géographique de l'entreprise, le résultat de la firme s'évaluant par rapport à cela par la valeur marchande de l'action (2) Et l'objec-

tif « citoyen », mais qui est plus un objectif moral, signe une perte de pouvoir des salariés dans l'entreprise, par rapport aux actionnaires et aux clients solvables.

La réalité de l'entreprise citoyenne demeurera une élucubration destinée à masquer la prise de pouvoir très forte des conseils d'administration dans les groupes capitalistes, par rapport à la période précédente où le besoin de justice des salariés avait fait régresser les dirigeants et les actionnaires. L'entreprise citoyenne n'a pas non plus de base démocratique, il n'y a pas en effet de contrat social dans les entreprises ni d'autorité élue encore moins de mandatement de la part de la base des salariés, il y a un contrat de travail. Beaucoup seraient donc tentés d'opposer la citoyenneté en entreprise à la citoyenneté d'entreprise. Mais cette voie réformatrice ne résoudra jamais le problème social car il y a un antagonisme profond entre le désir de justice et l'émission de mesures limitées. C'est donc pour nous une illusion car ce n'est qu'en s'attaquant à la nature même du capitalisme que l'on pourra espérer voir les choses changer, et pas en aménageant celui-ci dans le but de le faire passer pour plus humain. C'est pour cela que nous sommes convaincus que seule la généralisation à la société de l'auto-gestion et du fédéralisme peut être efficace dans la résorption de ce problème. Rien n'est moins moral que cela, car la morale c'est l'arbitraire, et nous nous voulons la justice.

Sam. - groupe Jules-Vallès (Grenoble)

(1) Infos tirées de JB Cousin, « Pour un partenariat sans fantasmes » in *Economie et humanisme* n°334, octobre 1995 et F Rey, « 3 Suisses, la Redoute : deux façons de gérer le 24 heures-chrono », in *Lions Sociales* n°12-660, mai 1998.
(2) Ira Millstein, *Le gouvernement d'entreprise*, rapport de l'OCDE 1998.



Les projets citoyens de la part des dirigeants d'entreprises sont nombreux et souvent plus spectaculaires, mais ils mélangent eux aussi les genres. On peut citer ceux de Camaïeu, de Procter & Gamble, mais les plus intéressants sont ceux de la Redoute (1) à Roubaix et de la firme financière américaine Ben & Jerry's Homemade Inc. La Redoute s'est trouvée confrontée en 1988 à la dégradation des conditions de vie dans son quartier de l'Alma à Rou-

baix supprimant les intérimaires, il était possible de créer 150 emplois sur le site. Dix ans après, même si la Redoute fait toujours de la pub autour de cette expérience, la précarité dans le groupe est de plus en plus importante ; le nombre de CDD a crû et des 407 000 heures de travail intérimaires en 1994, on est passé à 778 000 heures en 1997. On le voit donc, l'entreprise citoyenne est là une opération de communication des directions des

En bref

■ Le groupe Nada tiend des permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15h à 17h au Café Lecture, 18 rue d'Antrechaus à Toulon.

■ Vous pouvez rencontrer le groupe de Strasbourg de la F.A. lors de la vente du Monde libertaire tous les samedis à partir de 10h30 au marché de la Mame.

■ On peut écrire au groupe La Sociale à l'adresse suivante : BP 2063, 34025 Montpellier cedex 1. e-mail : lasociale@federation-anarchiste.org.

■ On peut contacter la F.A. de Chambéry à l'adresse suivante : CRI libertaire, c/o Maison des associations, boîte 19/10, 67, rue St François de Sales, 73000 Chambéry

Encore un chômeur qui préfère s'en aller...

Eric, près de Pézenas (34) s'est donné la mort par pendaison, certainement dans la nuit de mercredi 7 à samedi 8 décembre. Ce garçon ne supportait plus de se retrouver dans cette impasse parfois sans issue qu'est le chômage. De plus, il s'en va dans l'indifférence générale...

Moi je ne cesse de penser à ce regard qu'il avait quelques jours avant et qui voulait dire : « Aidez-moi ! ». Je voulais juste faire savoir que d'autres allocataires du RMI de la région de Pézenas et moi-même, ne sommes pas prêts de l'oublier.

Michel

Faits d'hiver

Contes de Noël

Pour la première fois, en France, un marchand de mort ayant pignon sur rue a été condamné (en première instance) par la justice. Le tribunal de Montargis vient, en effet, de rendre responsable un fabricant de tabac (la SEITA) de la mort d'un fumeur décédé en début d'année d'un triple cancer. Cette boîte de merde qui fut longtemps une entreprise d'État a été jugée coupable de vendre sciemment, et en le cachant, de la drogue cancérogène.

Les salariés de l'entreprise Bouyer de Montauban (Tarn-et-Garonne) viennent de suspendre leur grève après avoir obtenu la mise à la porte de leur PDG dont tout un chacun et toute une chacune s'accordaient à dire qu'il était odieux, méchant et sadique avec ses employés comme avec ses clients.

Terrorisé par un cauchemar (un grand méchant loup pénétrant dans sa maison), un petit garçon de trois ans et demi s'est enfui de chez lui en pleine nuit et, après avoir erré en chaussettes par 0 degré dans son village, est allé frapper à la porte d'une maison située à 1 kilomètre de son domicile. Le commandant de la brigade de gendarmerie de Tournon (Ardèche), qui a ramené l'enfant chez ses parents après l'avoir emmitouflé dans un blouson, a déclaré : « Nous allons certainement avoir des problèmes avec les défenseurs des animaux car pour rassurer ce petit bout de chou nous lui avons fait croire que les gendarmes avaient tué le loup (espèce protégée) avec un revolver.

Des juges qui n'hésitent pas à... des prolos qui vient leur patron, des flics qui ont du cœur et de l'humour, et tout cela au royaume du capitalisme qui, au quotidien, à la justice dure aux gueux, le patronat impitoyable avec ses salariés et le flicard aux ordres plutôt front bas, ça a un petit côté...

Joyeux Noël, quand même !

Jean-Marc Raynaud

Projet de loi sur la parité

Les femmes : dernier recours des politiciens

AH, SI SISSI IMPÉRATRICE avait eu le pouvoir à parité avec François-Joseph ! L'histoire du monde en eût été toute changée. On aurait peut-être même pas eu la guerre de 14. Bien sûr, les choses seraient différentes si les grands et grandes de ce monde passaient leur temps à se rouler dans l'herbe de la campagne ensoleillée en cueillant des brassées de fleurs des champs. Seulement, voilà... dans la vraie vie, les fleurs des champs, ces gens là n'en ont pas grand chose à faire, et en plus, les bouquets, ils se les font offrir.

Des femmes au pouvoir, il y en a toujours eu. Un peu. Il est vrai qu'en général, c'était faute de mieux, et qu'il s'agissait soit d'une conquête personnelle faite de coups fourrés et d'assassinats, soit de hasard de calendrier (diverses régence), soit les deux à la fois (les régences Médicis en tout particulier). Dans tous les cas, il ne s'est jamais agi de revendication de parité ou même d'égalité.

Quant aux temps modernes, les femmes au pouvoir sont encore souvent les filles de, ou les veuves de ; ce qui nous ramène aux temps féodaux évoqués plus haut (Indira Gandhi, Isabel Perron, Benazir Bhutto, voire, bien sûr, la fille de Sukarno). Bien sûr il y a eu des événements politiques un peu hors norme dans quelques démocraties parlementaires où les chefs de parti se retrouvent à la tête de l'exécutif de façon plus automatique qu'en France. Israël avec Golda Meir, et bien sûr, l'inévitable Margaret Thatcher. Disons que l'occasion fait le larron mais que l'hirondelle ne fait pas le printemps. Et que pour ce qui fut de la paix dans le monde, ni l'une ni l'autre n'ont vraiment rogné les budgets militaires pour les refiler à l'éducation ou pour construire des crèches.

Évidemment, tous les parcours politiques ne se terminent pas à la fonction suprême qu'est la tête de l'État (sinon, il y aurait encore plus de meurtres et de mises en examen que nous n'en voyons). On peut faire une carrière politique lucrative en se contentant de ministères, même modestes. On peut aussi vendre son plan de carrière, ou se laisser acheter, ça dépend des points de vue. Et pour ça, le sexe n'a pas grand chose à voir.

Les coquins et les coquines

Prenez Ségolène Royal, par exemple. La première femme au gouvernement qui a pris un congé maternité. (C'est dire, au passage, tout le poids dont on a crédité son importance pour le bon fonctionnement du système : elle n'avait pas été remplacée. Alors que Chevènement, lui, si...) Bon, alors, Ségo qui criait à tue tête qu'on allait voir ce qu'on allait voir, que Fabius ou pas Fabius, elle allait se présenter pour être élue au premier tour de l'Assemblée nationale. Le président de la République, celui du Sénat et celui du Conseil constitutionnel étaient tous des hommes, elle serait la troisième personne de l'État, sinon, gare. Et bien, rien du tout, on l'a calmée avec un faux ministère, une espèce de sous truc qui sert à pas grand chose, sauf à rencontrer les parents d'élevés et s'occuper de la cantine et du cartable des gosses, plus cliché féminin, tu meurs.

Sur ce, parlons un peu de la parité homme-femme dans les fonctions électives. Bien évidemment, nous convenons, à priori, que le régime politique et nos dirigeants bien aimés rendent à la femme la place qui lui appartient, c'est à dire, celle d'égal dans une égale humanité. « La modernisation de notre démocratie exige que les femmes pren-

nent toute leur place dans notre vie politique. » Jacques Chirac.

Comme c'est joliment dit. Mais c'est un peu court. Qu'on nous explique pourquoi il faut moderniser « Notre démocratie » censée être La meilleure du monde. Pourquoi moderniser la démocratie tout court, puisqu'on nous chante à longueur de JT que c'est en soit Le seul système valable, et, surtout, pourquoi la démocratie qui signifie pourtant « pouvoir du peuple », n'avait pu jusque là laisser aux femmes toute leur place, et qu'elles ne peuvent toujours pas le faire de façon naturelle.

Très franchement, faites donc comme vous le voulez, on s'en fiche un peu. Avoir un ou une adversaire politique face à nous ne modifiera rien ce que nous pensons de leur fonction.

Bien des femmes, et quelles femmes ! ont été de formidables inspiratrices révolutionnaires bien avant que de petites bourgeoises désœuvrées ou de grandes énarques bien formatées ne se lancent dans l'art de la magouille.

Une opération de relookage

Mais arrêtons de tourner autour du pot, si les mecs accros au pouvoir se font hara-kiri pour laisser la place aux femmes, c'est bien qu'il y a des raisons. Moi, j'en vois au moins deux.

Premièrement les taux d'abstention atteignent des records abyssaux depuis le seuil d'eau froide que fut la tontonmanie. Le public ne « mord » plus. Les élections ne sont qu'une redistribution régulière des parts de marché que sont les bribes de pouvoir. Plus on a de bribes de pouvoir, plus on s'approche du pouvoir absolu. En démocratie, le pouvoir absolu n'est pas souhaitable (c'est beaucoup trop d'emmerdements), donc on

se le répartit poliment en vendant aux électeurs chacun sa version d'un même produit. Un peu comme les bagnoles.

Une bagnole, ça a quatre roues et un moteur mais il y en a plein de différentes. La politique c'est pareil. Or, n'importe quel commercial vous confirmera que de temps en temps, il faut réinventer la bagnole pour faire grimper les ventes. Tous les quatre ans, on réinvente la bagnole : traction avant, amortisseurs hydrauliques, haillon arrière, direction assistée, cinquième vitesse, ABS, GPL, sixième vitesse, monoplace, micro voiture, etc. Et chaque marque a sa version de la même nouvelle voiture.

La liste électorale avec autant de femmes que d'hommes c'est exactement la même chose. Ni plus ni moins. Dans les laboratoires politiques, le prochain prototype à l'étude, c'est le vote des étrangers. Le concept est le même. C'est peut-être ça que Madame Alliot-Marie trouve si insultant, sans pouvoir le dire en public et en ces termes.

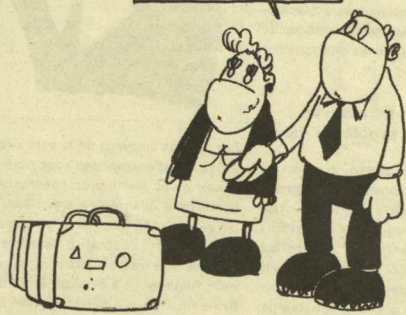
La deuxième explication, qui n'est en rien contradictoire avec la précédente, c'est que le pouvoir politique (surtout municipal !) a de moins en moins d'intérêt en termes de « pouvoir agir politiquement ». Le vrai pouvoir est financier et là, de parité, point. Cependant que c'est la même clique qui règne en classe dominante et possédante.

Pour être en position de pouvoir, il faut un capital financier, culturel et social (c'est ce qui définit la bourgeoisie). Ce sont les femmes qui ont ces capitaux qui seront en position de figurer sur les listes ; car il faut d'abord accéder aux rouages décisionnels des partis pour être candidat-e. Les mâles se recentrent sur la Bourse, les A.G. d'actionnaires et les salles de rédaction, mais confient à leurs femelles la tâche (de plus en plus ingrate, mais toujours lucrative) de veiller sur les rouages politiques, car il faut bien que quelqu'un les tienne. Alors, si ça peut faire plaisir...

Andi.B.

LA PARITÉ DANS LES PARTIS POLITIQUES EST IMPOSSIBLE

TU PEUX PAS PORTER DES VAISES DE POT DE VIN AUSSI COQUIDES !



Fièvre à l'hôpital

LE RAS-LE-BOL DES PERSONNELS DES HOPITAUX DE l'Assistance publique de Paris s'est d'abord exprimé dans les services des urgences. Engagée le 15 novembre à l'hôpital Saint-Antoine, puis à Saint-Louis le 23 novembre, la grève s'est étendue aux autres établissements de l'AP-HP. Ils étaient plusieurs centaines de grévistes jeudi 9 décembre sous les fenêtres du ministère de la santé pour exiger de meilleures conditions de travail. Non sans raison. Des services d'urgences inadéquats faute de locaux adéquats, des moyens insuffisants ; une infirmière de nuit pour soixante-quinze malades ; quatre aides-soignantes pour faire quarante toilettes dans les services de gérontologie ; des journées de seize heures supplémentaires qui « explosent » ; un recours systématique à l'intérim... À lire et entendre les témoignages des agents hospitaliers, l'état de santé des hôpitaux publics ne s'est guère amélioré depuis les années Juppé et son fameux plan pour la « maîtrise des dépenses de santé ». Pire à en croire certains médecins « l'inacceptable serait atteint : « La fonction publique hospitalière se paupérise sans qu'on s'en aperçoive ». Certains ajoutent : Chez nous, même la sécurité des patients n'est plus assurée. Quant à la qualité... »

Les changements de gouvernement n'ont rien changé. À droite comme à gauche la même politique est appliquée depuis des années dans le domaine de la santé publique : il faut réduire les coûts, collaborer avec le secteur privé, restructurer et supprimer des lits. Là comme ailleurs, l'argent est roi. Il dicte les politiques sanitaires depuis

longtemps ! La mise au pas des hôpitaux publics a débuté par une réforme comptable dans les années 80 : chaque établissement reçoit désormais un « budget global » versé pour l'année. Il faut donc faire avec les moyens alloués ; finis les budgets supplémentaires. En 1995, le plan Juppé pour les hôpitaux instaure des budgets à taux zéro (aucune augmentation du budget n'est autorisée), voire impose des diminutions de budget aux administrations hospitalières sans rapport avec leur activité réelle. Juppé met également en place les « agences pour l'hospitalisation » chargées de redéployer les moyens financiers d'une région à une autre. L'arrivée de la gauche plurielle n'a pas beaucoup modifié cette organisation. Le gouvernement Jospin s'est bien gardé d'abroger le plan Juppé. Au contraire, il le poursuit.

La grogne dans les hôpitaux est la conséquence logique de ces politiques communes. La querelle Tiberi-Aubry apparaît alors comme une bouffonnerie. Pour mémoire, Jean Tiberi, maire de Paris, est membre de droit de la direction de AP-HP. À ce titre, il a trouvé « ridicule » l'aide apportée aux urgences par Martine Aubry, ministre chargée des affaires sociales et de l'emploi : « 5 millions de francs pour que les urgences fonctionnent [...] ». Cette somme est ridicule comparée aux 100 millions de francs consentis par la ville de Paris. « Querelle de chiffres pour masquer une attitude identique. 11 000 lits vont être supprimés en Ile-de-France au cours des cinq prochaines années. Ni Aubry ni Tiberi ne s'y opposent... »

Alain Dervin. - groupe Pierre Besnard

crises de foi

On the road again

L'exception française a encore frappé : voici la fabuleuse odyssée engagée depuis quelques semaines aux États-Unis et qui s'achèvera le 4 janvier 2000 à Honolulu.

Pas moins de 115 représentations pour Thérèse Martin sur plus des mille envisagés un temps par son manager, le révérend Robert Colaresi : « Certaines villes... étaient prêtes à l'accueillir à deux heures du matin, s'il le fallait ».

Il ne suffisait pas de l'avoir tenue presque cinq cent semaines, de l'avoir laissée mourir sans soins, d'avoir caviardé ses mémoires, retouché ses photos, gommé ses doutes et ses émois charnels, il fallait la canoniser, la désigner patronne des missionnaires, l'élever au titre de docteur de l'Église catholique et la surnommer Thérèse de l'Enfant-Jésus puis Thérèse de Lisieux, et maintenant « petite fleur ».

Aujourd'hui, c'est la moitié de ses restes qui ont franchi l'Atlantique, l'autre moitié restant en fond de commerce à Lisieux, au sein d'une basilique monumentale de style incertain, entretenant l'industrie de l'objet dit religieux, les pèlerinages et un site Internet.

Exploitant la crédulité des foules, les charognards à la croix organisent de modernes croisades. Soyons plus que jamais mécréants et impies.

Jean-Denis. - liaison Bas-Rhin de la FA.

Énergies renouvelables Dépassons la problématique écolo

LE PROJET D'INSTALLATION d'une centrale éolienne de 10,5 MW (1MW = 1000 kW) sur la commune de Lirac (Gard) pourrait apporter du baume au cœur à tous ceux, dont nous sommes, qui militent depuis longtemps pour l'abandon de la filière nucléaire au profit des énergies renouvelables.

Le projet « Eole 2005 » dans lequel s'inscrit cette réalisation a pour objectif d'installer sur le territoire national une puissance éolienne comprise au total entre 250 et 500 MW. Cette puissance installée compte tenu de la variabilité du vent disponible, du rendement inhérent aux machines éoliennes, etc. ne fournira finalement au réseau que 30% de sa capacité nominale soit 75 à 150 MW.

Cela ramène à peu de chose cette production en comparaison de celle fournie par le parc nucléaire d'a peu près 56 000 MW et ne correspond donc en rien à un infléchissement de la politique énergétique du pays. La présence des Verts au gouvernement n'empêche pas le lobby nucléaire de toujours bien tenir la barre...

Pourtant ne boudons pas notre plaisir. Ces « fermes éoliennes », écologiques et de taille modeste leur permettant de bien s'intégrer dans leur environnement, présentent en tant qu'outils collectifs de production d'énergie quelques caractéristiques bien en adéquation avec notre projet d'une société libertaire et autogestionnaire, une société aux antipodes de la société que nous façonnons sur le côté l'énergie nucléaire.

Pourquoi nous sommes antinucléaires

Les critiques formulées à l'encontre de l'énergie nucléaire se situent sur différents plans : les dangers immédiats encourus par les populations, les déchets produits entassés et laissés aux bons soins des générations futures, l'impact écologique, les lignes haute tension... toutes bonnes raisons que nous partageons avec les antinucléaires écologistes. Par contre les anarchistes refusent aussi le nucléaire pour des raisons plus spécifiques.

D'abord parce que nous sommes antimilitaristes nous dénonçons cette industrie qui est tout à la fois fille et nourrice du nucléaire militaire.

Et puis sur un plan plus politique nous relevons l'impossibilité pratique pour les populations d'intervenir sérieusement sur la gestion d'installations aussi dangereuses et aussi sophistiquées que sont les centrales nucléaires. La parole des « spécialistes » y est difficile à contredire et ces grosses machines portent donc en elles les tares d'une gestion fatalement inégalitaire et autoritaire.

A contrario et pour revenir à nos chers moulins à vent, quelques connaissances en sciences physiques et un peu de bon sens suffisent pour que tout un chacun puisse donner, dans le cadre de décisions collectives prises dans les communes accueillant ces installations, un avis pertinent sur les questions de leur installation, de leur exploitation, ou de leur maintenance. À une logique centralisatrice de l'énergie nucléaire s'opposerait donc une logique autogestionnaire de l'énergie éolienne?

Au regard d'une centrale nucléaire les quantités d'électricité produites par des éoliennes sont certes faibles. Les cinq machines de 600 kW chacune (pale de 45 m de diamètre sur un mat de 50 m) visibles depuis l'autoroute A7 au sud de Montélimar – un ralentissement sérieux de la circulation automobile y a d'ailleurs été constaté (par contre rien à signaler de tel un peu plus bas au niveau des centrales nucléaires du Tricastin!) – permettent l'approvisionnement en électricité, hors chauffage, de 10 000 personnes (consommation de 2 kWh par jour et par personne selon le ratio en cours chez EDF).

Mais si la dispersion géographique et la multiplication des centrales est à l'évidence impossible avec le nucléaire, c'est au contraire pour l'énergie éolienne (et c'est valable aussi pour toutes les énergies renouvelables) du fait de la dispersion de la ressource une obligation « naturelle ».

Loin d'être un handicap, l'exploitation privilégiée d'une source d'énergie renouvelable dont la caractéristique principale est d'être répartie naturellement de façon

plutôt égalitaire sur l'espace géographique (une région est peut-être plus favorable à l'éolien, une autre au solaire, une autre encore à la biomasse...) peut favoriser l'émergence d'une société dont les membres auront un égal accès aux bienfaits qu'elle procure : travail physique diminué, déplacements facilités, habitat tempéré... qui conditionnent en grande partie la qualité de notre existence.

Nécessité d'une démarche autogestionnaire

Alors que l'énergie nucléaire telle que nous la connaissons aujourd'hui ne pourra jamais trouver sa place dans une société véritablement autogestionnaire, les énergies renouvelables bien qu'elles en offrent des conditions matérielles plus favorables n'accoucheront pas nécessairement – toute l'histoire de l'humanité peut en attester d'ailleurs, l'exploitation de ces énergies étant loin d'être une nouveauté – d'une société de liberté dans l'égalité et la solidarité.

Car cette société pour l'avènement de laquelle nous travaillons relève bien de choix politiques nouveaux mais pas de

chronique anarcha-féministe Un jouet de fille

Promenons-nous dans les supermarchés, pendant que Tino Rossi n'y est pas. Rayons jouets. Plus d'angoisse cliente égarée, tonton Edouard t'indique le chemin « Jouets de fille » dit la pancarte rose qui se balance au-dessus des poupées qui pleurent et des séduisantes balayettes miniatures. Rayon garçons? Rollers et maquettes, bleu des legos et des playmos...

Connaissez l'histoire de la petite fille qui réclamait un tampon? Elle trépigne en répétant: « Maman, pour Noël; je veux un tampax, un tampax! ». Et, devant la manifeste incompréhension de la mère: « Oui parce qu'à la télé ils ont dit qu'avec un tampax tu pouvais sauter, danser, plonger et même faire du cheval! »

À l'époque, quand t'entendais parler de libération des femmes, fallait comprendre « tampon ». Aujourd'hui, quand tu demandes l'« égalité des sexes », on te répond « parité! »

Retournons dans le rayon « Jouets de fille »: prenez une Barbie aux seins fermes et au sourire plastique, encadrez-la avec des tampax. Sur sa droite, fixez la liste des sénateurs, sur sa gauche celle des élus. Décorez avec les portraits de Saint Augustin, Proudhon et Pythagore. Fixez le tout sur une cible proche. Explotez au bazooka. Joyeux Noël!

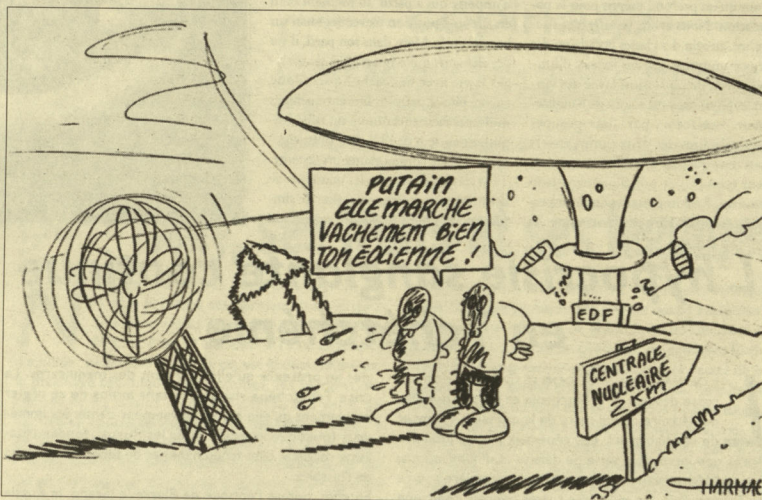
Pimprenelle

solutions élaborées par les pouvoirs en place assurant la permanence de l'exploitation et l'oppression du plus grand nombre au profit de quelques uns.

On le voit, les avis que l'on peut porter sur l'utilisation d'une énergie, future propre, dépassent de loin la simple problématique écologique, et plus généralement nous saurons raison garder

face aux propositions technologiques (biotechnologies, génie génétique...) que veulent mettre si généreusement au service de notre bonheur les scientifiques et technocrates de tous poil. Bref ni plus ni moins que d'adopter une position critique, vigilante et citoyenne, au bon sens du terme...

groupe du Gard



Insécurité: sale temps pour les pauvres!

LE CONSEIL INTERIEUR DE SECURITE, CREEE PAR LA GAUCHE plurielle, s'est réuni comme d'habitude le lundi 6 décembre dernier. Et comme il se doit le « tout sécuritaire » a fait quelques progrès à cette occasion. Sur le plan théorique, Jospin, en grande forme, a révélé que « la sécurité est un droit, l'insécurité est une inégalité sociale ». Chacun aura saisi toute l'importance de cette avancée dans la lutte contre les inégalités. Pour le paraphraser nous pourrions affirmer que le gouvernement développe la misère sociale pour faire progresser le droit à la sécurité. Plus pourri que ça tu meurs! Bien entendu les décisions qui découlent de ce conseil sont toutes axées sur la répression: accroissement de la présence des flics dans les 22 départements jugés sensibles, pénalisation accrue de la délinquance dite des mineurs, flitage plus serré dans les établissements scolaires et bien sûr embauche de 1000 flics de plus. Il est clair que la gauche plurielle ne se fait aucune illusion sur l'amélioration des conditions économiques de la vie des classes sociales défavorisées alors que plus personne n'ignore, même chez les flics, que c'est sur ce terrain-là que se joue toute l'affaire.

Y a-t-il meilleur aveu de la volonté politique du pouvoir? Son objectif réel est bel et bien la criminalisation des classes dangereuses. Cela se fait ouvertement et sans fioriture.

Dans le même temps à Lyon, 800 acteurs de l'encadrement social se réunissent pour comparer les performances de leurs initiatives citoyennes dans leurs villes respectives. Les propos tenus sont du genre à écœurer tout individu quelque peu lucide sur les réalités sociales.

Y a-t-il un quelque chose à attendre du greffage de quelques familles pauvres et immigrées en plein cœur d'un quartier de classes moyennes sous prétexte d'une mixité sociale de merde? À part l'encercllement, la pression quotidienne et les sourires de mise, qu'est-ce qui va changer réellement? Rien. Il s'agit de temporiser, de créer l'illusion et de fabriquer un discours légitimant le maintien au pouvoir de la gauche... En attendant la prochaine flambée de violence urbaine. Mais ça c'est pour plus tard et la gauche plurielle verra bien à trouver la parade en temps utile. Il y a toujours quelques vauriens perdus d'avance à qui faire porter le chapeau. Heureusement, cette réunion avec ministre en tête d'affiche a été largement

ridiculisée par des militants du MIB (mouvement Immigration Banlieues) qui ont rappelé que trente ans de politique urbaine n'a jamais changé un iota pour les populations immigrées et précarisées.

Bien au contraire, la désespérance s'accroît au prorata du nombre de RMIstes et des fins de droits. Que peut-il rester d'autres que la communauté de survie liée à l'identité des situations? Quelle autre expression que la violence quand toutes les portes se ferment? Combien de fois faudra-t-il rappeler que l'agressivité fonctionne comme ultime moyen d'affirmer sa dignité d'être humain par l'absurde? Quant à la violence institutionnelle, qui est à l'origine de cette guérilla urbaine, elle sait répondre elle aussi par les armes. En témoigne le nombre de suicides en prison qui commence à poser des questions sur les conditions mêmes d'exécution de cette forme ultime de révolte. Sans parler des bavures policières qui régulièrement sont couvertes à demi mots par la loi.

La justice sociale n'est vraiment pas dans l'air du temps. Et il fait un sale temps pour les pauvres.

Bernard (groupe Déjacque - Lyon)

Formation d'un gouvernement en Irlande du nord De la lutte pour l'indépendance à la lutte sociale

UN GOUVERNEMENT exécutif pour l'Irlande du nord vient d'être formé. Celui-ci est composé du Sinn Fein (branche politique de l'IRA, républicain-catholique), du SDLP (Social Democrat Labour Party, catholiques), de l'UUP (Unionist Ulster Party, parti modéré majoritaire chez les protestants) à qui revient la présidence au travers de son leader David Trimble, et du DUP (Democratic Unionist Party du sectaire pasteur Ian Paisley).

Depuis l'accord original du « vendredi saint » à Pâques 1998, de nombreuses rencontres des politiciens, représentant l'ensemble des signataires, se sont tenues pour renégocier la mise en place de l'accord. Mais dans la réalité, les véritables problèmes qui touchent l'Irlande du nord n'ont pas été discutés. Il y a peu de chance que l'ensemble des participants de ce nouvel exécutif se soucient subitement des intérêts des classes populaires des six comtés d'Irlande du nord.

Un accord au service des classes dirigeantes

S'il y a une leçon à tirer des événements des derniers mois, c'est sûrement que tous les signataires de ces « accords » n'ont qu'un profond mépris pour la population. Nous avons vu surgir et s'accroître, au sein des classes populaires des deux communautés, des formes d'intimidation, de répression (avec des violences physiques) mais aussi de bannissement, exercées par les groupes paramilitaires des deux camps envers tous ceux qui sont socialement (car souvent pauvres) et politiquement trop remuant. Il est important pour la respectabilité des politiciens des deux camps de

pacifier, d'encadrer et de contrôler « leur » communauté. Bien sûr, cela n'est pas nouveau, mais aujourd'hui les deux communautés sont plus divisées que jamais tant les désillusions sont grandes. Nous avons notamment assisté à des agressions brutales de la RUC (police d'Irlande du Nord liée à la couronne britannique, Ndlr) contre des manifestants pacifistes afin de permettre la parade des Orangistes (1) sectaires cet été à Belfast, dans la rue Ormeau (2). Ces parades sont une forme normale d'intimidation au sein des quartiers populaires catholiques. Si dans les derniers mois, au cours des négociations, les politiciens des différents partis n'ont pas amélioré la réalité des conditions de vie en Irlande du nord, qu'ont-ils fait ? Et particulièrement à propos des polémiques sur le désarmement de l'IRA ?

Les renégociations de l'accord, orchestrées par le sénateur américain Georges Mitchell, ont visées à trouver une solution pour que le Sinn Fein et les unionistes (3) d'Ulster rentrent ensemble au gouvernement exécutif d'Irlande du Nord, sans perdre la face. David Trimble, le leader de l'Ulster Unionist Party (UUP), était dans une situation très délicate. Il a, personnellement, soif de pouvoir et il est prêt à le partager avec n'importe qui à partir du moment où il en tire une position élevée (et aussi un bon salaire!). Mais, dans son parti, il y a des éléments qui refusent déjà de partager la vie avec des catholiques, donc encore plus le pouvoir. Durant quelques mois, ces éléments ont eu un écho important au sein de l'UUP et plus largement dans la communauté protestante. Tous les désaccords sur les questions de désarmement étaient en réalité de simples excuses pour masquer l'expression

de ces profondes conceptions sectaires. Néanmoins, il était inévitable que le gouvernement exécutif allait se former en raison des pressions de la classe dirigeante britannique et des exigences de normalisation politique imposées par la mondialisation du capitalisme.

La quête du Sinn Fein

Pour le Sinn Fein, les leaders s'investissent beaucoup dans la quête du pouvoir. Leur rhétorique socialiste a depuis longtemps disparu. Ils ont fait de nombreux pas dans la recherche de la respectabilité. Ils ont fait des concessions aussi large que les unionistes pouvaient en rêver et il n'y a aucun doute que pour l'IRA, désarmement ou pas, la guerre est terminée. Bien que le processus de paix

ait abouti à la formation d'un gouvernement exécutif, les populations de nombreux quartiers catholiques continuent à être les victimes de parades et de harcèlements sectaires. De plus la hausse de la pauvreté et la multiplication des SDF ne cessent de se poursuivre en Irlande du nord. Les conditions de vie des travailleurs continuent à être, dans les six comtés, inférieures au reste du si renommé Royaume-Uni. Il était prévisible que l'accord « du vendredi saint » ne répondrait pas à ces problèmes. Il demeure basé sur la continuation du sectarisme et la division des communautés pour favoriser leur exploitation économique.

Les députés de l'assemblée d'Irlande du Nord doivent siéger soit comme nationalistes (Républicains-catholiques, ndlr) soit comme unionistes (protes-

être possible de construire l'unité des travailleurs sur des questions économiques de chaque jour mais, sans aborder la question de la partition, cette unité demeure fragile. Il y a déjà eu beaucoup de mouvements communs mais la plupart ont été détruits par des réactions sectaires. Pourtant nous avons besoin d'un mouvement révolutionnaire avec une réelle politique anti-impérialiste qui réunisse des travailleurs issus des communautés catholique et protestante.

La tâche est énorme pour notre mouvement. Le sectarisme est tout autant enraciné qu'il y a cinq ans lors du début du processus de paix. Pendant les polémiques pour la formation de l'exécutif durant près de deux ans, la tâche a été rendue encore plus difficile. Maintenant que l'on voit le Sinn Fein, le SDLP,



L'hypocrisie sanglante continue en Tchétchénie

LE CARNAGE CONTINUE DANS LE CAUCASE. L'armée russe dévaste la Tchétchénie et est sur le point de détruire ce qui reste de la capitale Grozny et de ses habitants. Les généraux russes jubilent. Après une incroyable série de défaite et d'humiliations, depuis l'Afghanistan et en passant par la première guerre de Tchétchénie, les militaires russes pensent tenir une victoire. Ni eux, ni les politiciens qui les soutiennent n'envisagent de lâcher leur proie, quel que soit le prix que doivent payer les populations caucasiennes. Cet orgueil retrouvé de mâle va jusqu'à faire perdre les pédales au président Eltsine qui n'a rien trouvé de mieux que de menacer les États-Unis de l'arme nucléaire, en réponse aux toutes petites critiques (pour la forme) de Clinton. Bien sûr, ses seconds, et au premier rang d'entre eux le Premier ministre Poutine, manient un peu mieux l'hypocrisie et la langue de bois. « La Russie comprend et partage l'inquiétude justifiée de la communauté mondiale et de l'Union européenne au sujet de la situation humanitaire au Caucase du nord », déclare ce dernier. Le gouvernement russe tente de rassurer les occidentaux, pour être bien certain de continuer à détourner l'argent du FMI au profit des clans au pouvoir, mais affirme parallèlement qu'il ne changera pas de tactique. Il n'y aura pas d'assaut sur Grozny... si les rebelles de rendent. Pour achever le tableau de l'hypocrisie sanglante, les Russes agrémentent leurs propos martiaux de gesticulations humanitaires : le ministre russe des situations d'urgence est dépêché sur place, soit disant pour assurer l'évacuation des civils. Pendant ce temps les témoignages de femmes restées sur place montrent que l'armée russe mitraille allègrement les colonnes de réfu-

giés au prétexte qu'elles abritent des maquisards. La crise Tchétchène risque d'autant moins de se régler rapidement qu'elle est au croisement d'intérêts immédiats (politique intérieur pour les Russes, fondamentalisme religieux côté tchétchène) et de tendances lourdes de l'histoire.

En effet, depuis l'époque de Pierre le Grand, la Russie s'avance vers le Caucase pour contrôler le littoral caspien, essentiel dans les rapports russo-iraniens et riche de son pétrole, ainsi que le littoral de la mer Noire, indispensable dans les rapports avec l'Empire ottoman et la Turquie d'aujourd'hui. Cela pose bien évidemment un problème de voisinage avec les tribus des Montagnards plus ou moins indociles et belliqueuses. Or, les Tchétchènes ont par excellence ces deux qualités. La dislocation de l'URSS a compliqué la tâche de Moscou dans le Caucase et obligé les dirigeants du Kremlin à une attitude défensive. Dix ans plus tard, ils reprennent le cycle séculaire de l'extension vers le Sud de l'Empire russe. Après plusieurs mois de guerre, même le vocabulaire a changé. Il ne s'agit plus de punir les « bandits » tchétchènes mais bien de chasser « les arabes » d'une terre revendiquée par la sainte Russie. Quelle différence alors entre la Russie, la Serbie ou l'Irak ? Mêmes dictateurs, même politique de terreur et de conquête. Ce qui change c'est l'attitude des occidentaux et du « parain » américain, preuve s'il en était besoin que seuls les rapports de force et les intérêts financiers guident les gesticulations médiatiques des donneurs de leçon qui dirigent la planète. Il serait peut-être temps de penser à descendre dans la rue pour les prendre à parti.

Frank Gombaud (Rennes)

tants-partisan de la couronne britannique) sinon leurs voix ne sont pas prises en compte. Lors des récentes élections européennes, la principale position du Sinn Fein était l'unité électorale des catholiques. Ils ont troqué la tactique de « l'indépendance par les urnes et les armes » pour « l'indépendance par les urnes et la démographie » (4). Ils attendent maintenant une majorité catholique dans les six comtés pour entrevoir la réunification de l'île.

Pour une autre alternative

Bien que le cessez-le-feu de l'IRA et des paramilitaires loyalistes (5) soit une bonne chose pour les populations, le processus de paix lui-même ne change pas la condition des classes populaires du nord comme du sud de l'Irlande. Si la paix dure, ce qui semble de plus en plus probable, en dépit des efforts de la Loyalist Volunteers Force (6), des Orange Volunteers (7) et de l'IRA « véritable », les prochaines années peuvent offrir de véritables possibilités pour les révolutionnaires, et particulièrement les libéraux, de construire des alternatives viables aux dirigeants et aux patrons du nord comme du sud.

Sous prétexte de la fin de l'affrontement armé, les raisons de lutte ne peuvent être reléguées aux livres d'histoire. La question de la partition ne peut être oubliée dans les raisons de la division des travailleurs protestants et catholiques. Dans une période proche, il peut

le UUP et le DUP gouverner ensemble (et bien évidemment pour les fermetures d'hôpitaux, les réductions de budget dans l'éducation et pour toutes les inégalités produites par le capitalisme au profit des classes dirigeantes), il devient un peu plus facile d'impulser la construction d'un mouvement social révolutionnaire.

Chekov (WSM - Workers Solidarity Movement) - Dublin.

- (1) L'ordre d'Orange (en référence à Guillaume d'Orange, roi d'Angleterre) est un groupe de pression profondément attaché au maintien de l'Ulster (nom de la province réunissant les six comtés d'Irlande du Nord) à la couronne britannique. Ndlr.
- (2) Enclave catholique au sein d'un quartier protestant.
- (3) Les unionistes sont ceux qui défendent l'union de l'Ulster à l'Angleterre. Ce sont des protestants parisiens de la couronne. ndlr.
- (4) Le nombre des naissances est nettement supérieur chez les catholiques que chez les protestants. Si l'évolution reste identique, d'ici 20 à 40 ans les catholiques pourraient être majoritaires en Irlande du nord.
- (5) Les plus radicaux des Unionistes. Ceux qui restent « loyaux » à la couronne. Ndlr.
- (6) Groupe paramilitaire loyaliste refusant les accords de paix.
- (7) Idem.

Précision

En page 6 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1184), l'émission « Le monde comme il va » est diffusée sur Alternances FM, 98.1 sur Nantes et 91MHz à Trignac.

CINÉMA

Center Stage. Stanley Kwan Berezina ou les derniers jours de la Suisse. Daniel Schmid

DEUX FEMMES, DEUX mondes, deux « suicides » programmés. Quel lien y a-t-il entre un film de Hong-kong et un film suisse? Peut-être une parenté géographique? car Hong-kong est aussi artificiel que la Suisse: deux enclaves au milieu de... autre chose. Mon premier conte le terrible mélodrame de la star des films muets de l'empire du milieu, l'histoire de Ruan Lingyu et de sa compagnie, la Linanhua, courageuse

compagnie, engagée à gauche, parlant de la vie du peuple dans le Shanghai des années 30. Star adulée, on la poussa au suicide au bout de 10 ans de carrière. Sa vie et ses rôles sont ressuscités par des extraits des archives d'époque et de ses films.

On voit une toute petite femme d'une beauté à couper le souffle transformer une situation tournée en studio en expérience vécue dont l'authenticité vous fera trembler

d'émotion. Pour donner vie au personnage, l'actuelle star de Hong-kong, Maggie Cheung (au moins 70 films à son actif, alors qu'elle a seulement la trentaine) incarne donc l'ancienne star et son destin. Les deux ont des similitudes. Promues stars très jeunes, elles ont eu des carrières fulgurantes. Ruan Lingyu a été acculée au suicide.

Maggie Cheung s'est trouvée des échappatoires. D'abord le travail avec des auteurs comme Wong Kar

Wai et Olivier Assayas qui fait d'elle « Irma Vep » que Jean-Pierre Leaud ne saura dompter. Le film de Stanley Kwan est bouleversant, vous verrez Tony Leung (« L'Amant » d'après Duras) pleurer comme jamais vous avez vu un homme pleurer à l'écran. *Center stage* est de 1992 et a obtenu un ours d'argent au Festival de Berlin. Il vaut le détour.

Mon deuxième conte l'histoire extraordinaire, mais si vraie, de la belle Irina. La jeune femme de *Berezina* est russe. Elle est arrivée en Suisse pour égarer les notables et les zombis au pouvoir en se prêtant avec charme et désinvolture à leurs caprices de vieux schnocks. Sa candeur la sauve et charme et ces Suisses aux obsessions très particulières et nous autres spectateurs. Irina, Elena Panova, est stupéfiante. Pour ne pas être expulsée, elle déclenche, sans le savoir, un coup d'État dans lequel tous les personnages antipathiques périssent.

C'est un film très réussi, si l'on accepte le parti pris de Daniel Schmid (qu'on connaît, il est vrai par des œuvres franchement plus sublimes, citons pour exemple son *Visage écrit* sur le Japon et ses acteurs de Kabuki). Tout est racontée avec une

grosse artillerie: la fable grotesque fait passer à la mitrailleuse du mauvais goût toutes les tares d'un petit pays où règne seulement l'argent et le secret bancaire. Pour avoir vu le film en Suisse, au festival de Locarno, je peux témoigner, les 7 000 spectateurs à majorité Suisses se sont follement amusés!

Cette farce travaille « le complot » comme identité politique, la conjuration comme moyen pour déjouer les complots réels et imaginaires. Le film est réellement fait par quelqu'un qui n'aime pas cette Suisse-là, mais qui a la liberté d'esprit et l'humour nécessaire pour la mettre en pièces, à sa façon.

Qu'il égratigne au passage les « russian connections » et autres mafias qui profitent des marchés juteux pour s'installer et sacrifier au passage pas mal de vies humaines, tant mieux. Que notre belle Irina ne soit ni descendue, ni « suicidée », elle le doit uniquement à la bienveillance de l'auteur et scénariste de *Berezina*, Martin Suter, au travail remarquable de Renato Berta à l'image et au travail ludique et émerveillé (face à son actrice) de Daniel Schmid.

Heike Hurst
(Fondu au Noir- Radio libertaire)

Noël: de l'espoir dans les bacs à disques!

LORSQUE LA NUIT NOUS étreint, il est toujours bon de discerner quelques petites lueurs qui aident à se diriger dans les ténèbres... Aux rayons musicaux du monde chez les disquaires, on peut faire aujourd'hui une belle récolte de petits bonheurs comme autant de négations de la barbarie.

Il y a bien sûr ce renouveau de la musique cubaine dans le sillage de l'étonnant et fort rassurant succès du film de Wim Wenders, *Buenavista Social Club*. Étonnant, car ce film n'a pas bénéficié d'une promotion commerciale conséquente et qu'il ne doit d'être encore à l'affiche plusieurs mois après sa sortie qu'au bouche à oreilles, rassurant car ce succès montre que le film réalisé par un Allemand avec la collaboration d'un musicien américain répondait à une attente profonde du public français et européen. Élevés au cigare et au rhum de la Havane, ces petits vieux dégagent une telle énergie, une telle fringale de vie qu'ils sont l'incarnation de l'échec de la mort castriste à l'œuvre sur l'île.

Il y a surtout le succès de la musique liée (l'imprécision est volontaire) à l'immigration qui apporte un démenti flagrant à l'exclusion et au racisme. Avec sa magnifique chanson *A Vava Inouva* Idir a été le premier à être classé dans les hits parades en France. Son dernier disque s'appelle *Identités*, et ce pluriel est évidemment essentiel. Pour le réaliser Idir a fait appel à des chanteurs issus de traditions différentes (écossaise, bretonne, française, etc.) qu'il a réunis autour de ce projet commun: témoigner de leur unité au-delà de leurs différences. Ce que dit ce disque d'Idir, c'est que l'iden-

tité permet d'exister en se situant dans le monde mais qu'elle ne doit surtout pas se construire sur le repli et l'enfermement qui signifient la stérilité et la mort. La richesse est faite d'ouvertures et d'échanges.

Parmi les chanteurs sollicités par Idir, il y a naturellement le groupe Zebda composé de toulousains d'origines multiples. Dans leur disque *Motivés* produit par la LCR, ils reprenaient des chants révolutionnaires. Entre autres, *La butte rouge* avec l'accent toulousain marque vraiment, à travers l'appropriation de la chanson ouvrière à qui ils offrent du coup une nouvelle jeunesse, l'inscription de ces jeunes issus des banlieues dans la grande tradition du mouvement d'émancipation.

Lorsque Gaston Ghrenassia a quitté Constantine en 1962, il a choisi un pseudonyme pour chanter en France et a fait une belle carrière internationale après avoir été le chantre des pieds noirs sous le nom d'Enrico Macias. Dans ces années de rupture, de divorce terrible, il se devait de faire oublier, au fond l'originalité de l'identité algérienne faite d'un mélange fécond des cultures méditerranéennes (berbère, arabe, juive, française, espagnole, etc.) et, pour ce faire, gommer la part arabe de son identité et sa judéité. Repli géographique, le rapatriement se doublait alors d'une amputation culturelle. Les années ont passé. Aujourd'hui, il peut à nouveau chanter en arabe dans un concert en hommage à Cheikh Raymond Leyris, grand maître du malouf, la musique de Constantine. Cheikh Raymond, qui fut tout à la fois son beau-père et son maître de musique, fut assassiné par le FLN- qui ne pouvait supporter qu'un juif soit l'objet de

l'admiration du public arabe. En écoutant l'enregistrement du concert, il est loisible de mesurer combien Enrico empruntait au malouf pour écrire ses succès d'antan. Les racistes qui vomissent la musique arabe et achetaient les disques d'Enrico Macias, se sont bien fait avoir...

Pour cet hommage à Cheikh Raymond, Enrico est accompagné par Taoufik Bestandji dont le grand-père fut jadis le maître de Raymond Leyris... La boucle est bouclée et le concert n'a plus qu'à s'achever par un duo magnifique avec Cheb Mami pour constituer une représentation concrète de la réconciliation en acte, un symbole de paix de ce côté de la Méditerranée. Reste plus qu'à espérer qu'un jour pas trop lointain, ils pourront se produire à Constantine ou à Alger.

Mato-Topé

copinage

Vincent Absil chantera les 17 et 18 décembre dans le restaurant « Le Soleil au cœur », 24, rue Keller, Paris 11^e. Renseignements: 01 47 00 33 50. Entrée: 60 F.

EXPO

Nelly, ses fruits et ses légumes

NELLY TRUMEL, NOTRE COMPAGNE anarcha-féministe présente ses derniers fruits et légumes du siècle au 29 passage Verdeau à Paris (9^e), du 3 au 31 décembre 1999. Disons-le d'emblée: ça germe! D'abord, on est époustoufflé-e par la proesse technique: les pommes, les oignons, les cerises et les raisins sont là, à portée des yeux, et, comme en conséquence, à portée des mains, enfin... à portée des dents: mieux que réalistes, vrais. Si vrais que l'on pense à la légende du peintre antique Zeunis qui savait représenter des fruits tellement réels que les oiseaux venaient les grignoter...

Et puis, il y a des patates; à première vue, c'est la même chose: extrême précision technique, rendu virtuose de la peau, de la texture, des couleurs. Performance. En regardant de très près « pom-patate », le plus surréaliste des tableaux de l'expo, j'ai pensé, à cause de la finesse de la peau, et la chair derrière la peau, au travail magnifique de Courbet dans « L'origine du monde ». Car, à y regarder de plus près, les patates, finalement, ça se complique. Parce que, vous l'avez remarqué, tout cela, ça se mange, ça se goûte et ça se touche. C'est aussi une question physique, quelque chose qui s'adresse au corps, aux sens, à la chair, justement. Et puis, on continue à regarder, car la peinture, ça se regarde avant tout. Alors, on finit par s'apercevoir que ces patates-là n'ont pas n'importe quelle forme et qu'elles ne sont pas disposées au hasard; parfois, elles se penchent l'une vers l'autre, hérissées de petits germes fiévreux comme des spermatozoïdes, semblant chuchoter entre elles dans une grande complicité, ainsi que le font les « bonnes femmes », et il arrive que ces chuchotements-là fassent beaucoup de bruits...

Sur d'autres tableaux, elles s'imposent à deux ou trois, rondes, énormes, envahissant toute la surface de l'œuvre, et l'on ne peut rien voir d'autre que ces étranges tuber-

cules qui, tout à coup, prennent une dimension inquiétante. C'est particulièrement évident quand Nelly décide de nous les présenter en grand format. Derrière ces patates-là, il y a l'écran du quotidien, du quotidien féminin aliénant qui nous revient en pleine figure (« Patate dans la gueule »). Une femme crie, hurle en silence. Révolte irrépressible venue du fond des siècles. Vous pouvez toujours frapper; on continuera à hurler: toi Nelly, elle, moi, puis l'autre, cette fois bruyamment chaque fois que ce sera nécessaire. Dans « Patates-carottes », l'une de ses dernières œuvres, la symbolique sexuelle apparaît avec évidence et humour.

Le travail pictural de Nelly tient dans la sublimation de sujets en apparence banals comme est banalisé, voir méprisé, le travail quotidien des femmes. Cette sublimation est obtenue par une technique classique absolument maîtrisée (même si elle use de peinture acrylique) qu'elle a acquise par une formation autodidacte en allant, ainsi que l'ont fait tous les grands peintres, copier au Louvre les Flamands, mais aussi l'espagnol Zurbaran et Chardin, dont l'univers se rapproche du sien. Tout comme les maîtres anciens, elle connaît la nécessité impérieuse, patiente et laborieuse de la préparation du support: chez elle, c'est souvent du bois, longuement poncé, enduit et peint. Le résultat est à la hauteur de l'effort: des couleurs et des volumes en harmonie parfaite au service de sujets, qui, peu à peu, transcendent leur quotidienne apparence. Le rôle d'un artiste peut consister à nous montrer ce qui se cache derrière l'apparence des choses de la vie. Dans le monde potager de Nelly, il y a la condition féminine et sa révolte, mais il y a aussi beaucoup de tendresse pour la condition humaine en général et un grand amour de la vie, un amour de la vie si puissant qu'il vaut au moins une révolution.

Yolaine Guignat. - groupe Pierre-Besnard

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 16 décembre à 18 heures:

Si Vis Pacem: La proposition de loi pour le désarmement unilatéral de la France.

vendredi 17 décembre à 19 heures:

L'antenne du social: avec Jean-Claude Guillebaud, auteur de « La refondation du monde » et Philippe Ratinaud, directeur du service social de l'enfance à Paris.

samedi 18 décembre à 11 h 30:

Chroniques syndicales: avec J-M Leterrier, auteur de « Y a-t-il une vie après les 35 heures ? »

Manifestation des mineurs lorrains De la casse pour des miettes

LE CONFLIT SALARIAL QUI A COMMENCÉ MI-NOVEMBRE AUX Houillères du Bassin de Lorraine, porte sur les augmentations de salaire. En effet, les mineurs se sont toujours mobilisés pour les revendications salariales. Aucune augmentation pour l'année 1999. Si les négociations sur les salaires, bloqués depuis 1998, capotaient, ils passeraient à l'action. L'appel de l'intersyndicale FO-CFDT-CFTC-CGT-CFE/CGC-SA/HBL à la grève générale a mobilisé un millier de mineurs le mardi 30 novembre.

Une première action est menée dès 6 h 30 à la direction des Houillères pour le paiement des journées de grève. Les militants forcent l'entrée de la direction générale mais se heurtent aux grilles qui mènent aux étages. Par les fenêtres du rez-de-chaussée qui volent en éclats, ils parviennent au bureau du directeur des ressources humaines qu'ils vident sans ménagement. Ils regagnent ensuite les 17 bus affrétés par l'intersyndicale pour se rendre à la préfecture de Metz vers 8 h 15. Un barrage de CRS les attend sur le pont. Une délégation intersyndicale est reçue par le chef de cabinet Jean-Pierre Masselet, secrétaire d'État aux anciens combattants et deux députés socialistes du Bassin Houiller.

Face à face

Les abords de la préfecture sont barrés par trois voitures de police. Les premiers pneus flambent et une épaisse fumée noire marque le début des affrontements. Les flammes se propagent aux voitures de police utilisées comme barricades. Échange de pavés descellés de la chaussée et de grenades lacrymogènes entre manifestants et policiers. Le face à face dure une quarantaine de minutes. Les masques de chirurgien

ne suffisent plus à protéger du gaz irritant. Les mineurs se replient vers la gare SNCF.

Sur le trajet, ils forcent sans en venir à bout la porte de l'hôtel des impôts, puis s'attaquent un peu plus loin à deux bureaux de la Trésorerie générale. Les vitres volent en éclats, des documents sont éparpillés, la porte forcée, les guichets sont mis à sac. À la gare, sur les quais déserts, les grévistes balancent des chariots sur les voies. La SNCF avait pris soin d'arrêter le trafic.

Retour dans le bassin houiller

Les syndicats organisent le retour. La direction des Houillères ayant fait évacuer le bâtiment, les mineurs repartent vers Forbach et sa sous-préfecture. Les policiers, dans un premier temps, balancent des grenades légères d'intervention par les fenêtres pour disperser les mineurs. Deux compagnies de CRS venues de Metz rappliquent et avancent en rangs serrés pour verrouiller le quartier. Nouveau face à face, pavés contre lacrymogènes. Le bruit sourd des grenades offensives, la fumée des gaz perturbent sérieusement la sortie des écoles au bout de la rue. Les mineurs battent en retraite vers l'hôtel des impôts où une grande partie des bureaux sont dévastés : ordinateurs, dossiers, armoires, tout y passe. Un véhicule d'un inspecteur de la DRIRE est incendié, des pneus enflammés sont jetés dans le hall d'entrée, le feu prend par une entrée latérale. L'hôtel des impôts est en proie à un début d'incendie. À l'extérieur, le carrefour semble en état de siège : cerné par les feux, bloqué par 200 CRS qui avancent vers l'hôtel des impôts. 12 h 50 : « On en a fait assez aujourd'hui, on rentré » lance un mineur. Les syndicats attendent l'ouverture de négociations

aux Charbonnages de France. Si aucune réponse n'est apportée pour sortir de ce conflit, ils envisagent de repasser à l'action. Un déplacement à la mairie de Saint Dié, dont le maire n'est autre que Christian Pierret, ministre de l'Industrie. Ces affrontements ont fait cinq blessés légers.

Accord entériné

Le 3 décembre l'intersyndicale des mineurs des Houillères a accepté les propositions salariales avancées la veille par Charbonnages de France, mettant ainsi un terme au conflit. Les propositions faites par Charbonnages de France, si elles restent insuffisantes au regard du mécontentement exprimé, sont néanmoins de nature à régler le contentieux salarial de 1999.

« L'unité et la mobilisation ont payé » concluent les syndicats. La direction de Charbonnages de France avait proposé une augmentation de 41, 66 F brut par mois à partir du 1er janvier 2000, soit une augmentation de 580 F brut par an. Charbonnages de France a également proposé « au titre de l'année 1999 », le versement d'un rappel de 700 F brut payé en décembre 1999.

Pour l'année 2000, l'augmentation de 0,5 % reste acquise au 1er janvier 2000. Une négociation salariale aura lieu fin du 1er semestre 2000 ont souligné les syndicats.

Sur l'intervention des organisations syndicales des Houillères du Bassin de Lorraine, les agents ayant participé au mouvement de grève ne seront pas pénalisés financièrement. Si seule la lutte est payante, le patronat ne reverse toujours que des miettes.

Pierre. - groupe de Metz

Le Morbihan entre fientes et lisiers

ALORS QUE L'ÉLEVAGE INTENSIF et plus largement l'agriculture intensive en est à sa énième crise, le projet d'extension d'un élevage de poules pondeuses à Plumergat est battu en brèche par une population qui commence à la trouver mauvaise.

Il faut dire qu'il y a de quoi. L'élevage en question devrait passer de 12500 à 43200 animaux générant 860 tonnes de fientes à épandre sur 244 hectares. Le conseil municipal de la commune sur laquelle se trouve cette exploitation a voté pour l'extension (avec 10 conseillers s'abstenant car « pas formés pour comprendre toutes les caractéristiques techniques ou étant de la partie »!). Les communes avoisinantes se rebiffent (Auray) ou ne sont pas invitées à se prononcer (Plougoumelen, Le Bono). Comme de toutes façons comme c'est le préfet (l'État!) qui décidera en dernier recours, finalement l'avis des élus, cela n'a guère d'importance.

Alors que les discours se succèdent pour gloser sur la nécessité de faire baisser les taux de nitrates, les élus n'ont pas encore compris qu'autoriser ce genre de projet, c'était faire l'inverse de ce qu'il faut pour reconquérir une qualité « potable » de l'eau...

Cela confirme ce que nous disait un représentant de l'association « Eau et Rivière » : « Le Morbihan est le département le plus arriéré de Bretagne en ce qui concerne la prise de conscience écologique » (nous rajoutons « et sociale »).

Nous étions devant la mairie de Plumergat ce vendredi 10 décembre après avoir fait du toutes-boîtes l'avant-veille. Peu de monde mais les registres de l'enquête d'utilité publique bien remplis d'avis négatifs... On peut imaginer que le projet ne passera pas...

Un pandore de campagne, planqué à 200 mètres dans sa bagnole, surveillait la scène pour appeler du renfort au cas où... Le tract de la Fédération anarchiste avait si bien circulé que la mairie l'avait avant que nous n'arrivions. Le fait que la presse locale évoque le problème était déjà un souci mais si en plus les anars commencent à amener la population, où va-t-on?

À Vannes, pendant ce temps, les agriculteurs de la FDSEA se faisait jeter par les CRS dans de grands nuages de plumes de poules après avoir occupé le parvis de la préfecture pendant trois jours. Comme partout, les agriculteurs se lamentaient de leur paupérisation (à raison).

L'élevage intensif que beaucoup d'entre eux prônent (à tort) n'est la solution, ni des problèmes d'environnement ni des problèmes d'emplois, ni non plus aux problèmes de précarité. Ce problème de société ne doit pas rester dans les mains de spécialistes motivés par l'intérêt financier mais doit être réglé par une gestion collective associant consommateurs et producteurs. Après débats svp...

Groupes Lochu et Ferrer - FA du Morbihan

Charité pour les pauvres...

suite de la première page

ser et tenter de lutter avec ceux qui ont les mêmes intérêts. Le drame, c'est qu'en dehors des processus économiques qui conduisent à l'isolement et à la parcellisation des luttes, d'autres obstacles rendent difficiles une réaction globale aux politiques subies.

Ainsi la répression est venue sanctionner le responsable d'un comité CGT de chômeurs marseillais, jugé pour violence contre des C.R.S. Il a été interpellé alors qu'avec d'autres il avait tenté d'empêcher l'expulsion d'un sans-papiers vers la Tunisie.

Nous savons que c'est dans ce sens qu'il faut aller pour donner aux luttes des perspectives et des idées pour une société qui fonctionnerait sur des bases collectivistes et solidaires. Si 3000 compagnons de lutte sont venus soutenir le responsable CGT ce jour là, nous savons que rare sont les luttes qui parviennent à dépasser les sectorisations professionnelles, que depuis 10 ans les gouvernements prennent un malin plaisir à multiplier. Et c'est encore plus difficile lorsqu'il s'agit de chômeurs et de sans-papiers qui doivent réinventer des lieux

de lutte politique pour donner du poids à leur revendications. La charité bien calculée, qu'elle soit publique ou privatisée, par les logiques de soumission qu'elles visent à nous faire intégrer, ne peut en aucun cas nous satisfaire.

La responsabilisation comme l'autonomie des individus ne peut se construire grâce à quelques subsides. Il faut pour cela participer à une activité sociale organisée collectivement dans le respect de chacun.

Jean - groupe Kronstadt (Lyon)

Salut Gérard !

Gérard Langlais est décédé. Il s'était investi à nos côtés pour la campagne contre la venue du pape et l'ordre moral que l'Église voulait nous imposer.

Passionné de cinéma, il nous a concocté un sympathique film sur cette campagne dont nous gardons précieusement les cassettes vidéo. Jamais à court de projet, il préparait un film sur les réfugiés espagnols de la guerre civile de 1936-39.

Mordu très tôt par l'idée anarchiste, Gérard et sa compagne, Marie, s'étaient investis depuis de nombreuses années dans les luttes alternatives et écologistes (coopératives, antinucléaires) et s'étaient installés dans le Finistère en tant que maraîchers biologiques.

Gérard a longtemps refusé de choisir une des organisations anarchistes. Les syndicats CNT aura finalement eu ses faveurs. Plus qu'un compagnon de lutte, nous perdons un ami.

groupe libertaire Francisco Ferrer (Lorient)

AGENDA

vendredi 17 décembre

LYON: Concert de soutien aux groupes lyonnais de la F.A. donné par les **Chicagones Blues à 21 heures** aux café libertaire (entrée par l'allée du 19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}). PAF: 20F.

samedi 18 décembre

CHELLES: Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise la projection du film de Michael Moore « **Roger et moi** », à 20h30 au 1bis, rue Emille.

DIJON: Maloka organise une **fête « courts-métrages, disco, concert-mix »** à l'espace autogéré des Tanneries (15 bd de Chicago), 19 h 30, apéro-bouffe; 21 heures, projection de courts métrages; 23 heures, Bistancloaque (chanson française); à partir de minuit, mix raggaeragga-roots. PAF: 20 F.

PARIS: La librairie du *Monde libertaire* organise un **forum avec Marie-Claire Calmus**, auteur du livre « Le bonheur n'est pas au programme » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

mercredi 22 décembre

PARIS: Rassemblement de protestation - comme chaque mercredi - de 18 h à 20 heures devant le consulat des États-Unis (angle Rivoli-Concorde) pour dire **non à l'exécution de Mumia Abu-Jamal**.

samedi 8 janvier

PARIS: La librairie du *Monde libertaire* organise un **forum avec Mimmo Pucialreili**, auteur du livre « L'imaginaire des libertaires aujourd'hui » à 16h30, 145, rue Amelot (11^e).